



Le référendum constitutionnel en Moldavie sur l'intégration européenne : comment les électeurs ont voté par région

Mihaela Șerpi

Faculté d'études européennes,
Université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie
mihaela.serpi@ubbcluj.ro
<https://orcid.org/0009-0002-5870-9824>

Reçu le 19-11-2024 / Évalué le 30-11- 2024 / Accepté le 10-12-2024

Résumé

Cet article se concentre sur les résultats du référendum constitutionnel en République de Moldavie visant l'intégration européenne, qui a eu lieu le 20 octobre 2024. Notre objectif est d'analyser les résultats surprenants du vote dans la région de Transnistrie, le territoire du pays temporairement occupé depuis 1992, ainsi que dans deux districts situés à la frontière du pays avec l'UE. Nous expliquons également pourquoi les résultats dans l'unité territoriale autonome de Gagaouzie, où le plus faible pourcentage de « non » à l'intégration européenne a été enregistré, étaient prévisibles. Dans le même temps, l'article explore les raisons pour lesquelles le référendum constitutionnel a été à peine adopté.

Mots-clés : Moldavie, référendum, intégration européenne, guerre hybride

Referendumul constituțional din Moldova privind integrarea europeană : cum au votat alegătorii în funcție de regiuni

Rezumat

Acest articol se concentrează pe rezultatele referendumului constituțional din Republica Moldova privind integrarea europeană, care a avut loc pe 20 octombrie 2024. Ne propunem să analizăm rezultatele surprinzătoare ale votului din regiunea transnistreană, teritoriul ocupat temporar al țării din 1992, precum și din două raioane localizate la frontiera țării cu UE. De asemenea, explicăm de ce rezultatele din Unitatea Teritorială Autonomă Găgăuzia, unde a fost înregistrat cel mai mic procent de voturi „Nu » pentru integrarea europeană, au fost previzibile. Totodată, articolul explorează de ce referendumul constituțional a trecut la limită.

Cuvinte-cheie : Moldova, referendum, integrare europeană, război hibrid

Moldova's constitutional referendum on European integration: how voters voted by region

Abstract

This article focuses on the results of the constitutional referendum in the Republic of Moldova on European integration, which was held on 20 October 2024. We aim to analyse the surprising results of the vote in the Transnistrian region, the country's temporarily occupied territory since 1992, as well as in two districts located on the country's border with the EU. We also explain why the results in the Autonomous Territorial Unit of Gagauzia, where the lowest percentage of « No » votes for European integration was recorded, were predictable. Furthermore, the article explores why the constitutional referendum passed by a narrow margin.

Keywords: Moldova, referendum, European integration, hybrid war

Introduction¹

En juin 2022, l'Union européenne a accordé à la République de Moldavie le statut de pays candidat, lui conférant ainsi une réelle perspective de devenir membre de l'UE. En juin 2024, les négociations d'adhésion ont été officiellement lancées. L'objectif du gouvernement pro-européen actuel est l'adhésion de la République de Moldavie à l'UE d'ici 2030 (Delegația UE în Republica Moldova, 2023a). Afin de reconfirmer le désir d'intégration européenne et l'identité européenne des citoyens de la République de Moldavie, le 20 octobre 2024, à l'initiative de la présidente, le référendum constitutionnel républicain a été organisé, le même jour que le premier tour des élections présidentielles. L'organisation du référendum de manière libre et équitable a été menacée dès le début par la guerre hybride menée par la Russie contre la Moldavie, l'ampleur des systèmes et des réseaux de corruption des électeurs, les campagnes de désinformation de l'opinion publique, ainsi que l'ingérence précédente de la Russie dans les élections générales locales depuis 2023. Tous ces risques ont été amplifiés par l'absence d'un système judiciaire entièrement réformé, les interventions tardives des autorités et aussi les réticences de certains représentants des organes judiciaires de prononcer des peines dans les dossiers de résonance, y compris ceux liés à la corruption électorale.

¹ Recherche soutenue par le projet Brâncuși Roumanie-France UEFISCDI, PN-IV-P8-8.3-PM-RO-FR-2024-0165 « La crise des institutions et l'avenir de la démocratie libérale : diagnostics et thérapies possibles à partir des exemples français et roumain », CRIDEM, Faculté d'études européennes, Université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie.

Le taux de participation au référendum a été de 50,72 % du nombre total de personnes inscrites sur les listes électorales. Les résultats définitifs montrent que 50,35 % des votants ont voté « Oui » et 49,65 % « Non » (Comisia Electorală Centrală, 2024). La différence entre les options « Oui » et « Non » a été de 10 564 voix. Les résultats des sondages préélectoraux ont été différents de ceux du référendum. Un sondage CBS-Research montre qu'en octobre 2024, 55,1 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles voteraient « Oui » au référendum, 34,5 % - « Non » et 7,9 % étaient indécises (CBS-Research și WatchDog.md, 2024). A la question « soutenez-vous ou non l'intégration de la République de Moldavie dans l'UE ? », 63,5 % ont répondu « Oui » et 32,5 % ont répondu « Non ». Selon un autre sondage, 47,9 % des participants ont déclaré voter « Oui », 23 % « Non » et 12 % étaient indécis (Dolghii, 2024a).

L'analyse des résultats par région indique que :

- seulement dans neuf districts, situés principalement au centre du pays, les électeurs ont voté « Oui » au référendum ;
- le pourcentage le plus élevé de votes « Oui » enregistrés dans le pays a été de 67,70 ;
- le pourcentage le plus élevé de votes « Oui » a été enregistré dans la diaspora (76,79) ;
- dans la région de Transnistrie, territoire du pays temporairement occupé, un pourcentage de votes « Oui » plus élevé a été enregistré (31,02) que dans les districts du nord du pays (Ocnița - 21,06, Briceni - 28,63, Dondușeni - 27,16, Balți - 29.42) ;
- le pourcentage de « Oui » le plus faible (5,16) a été enregistré dans l'unité territoriale autonome de Gagaouzie, malgré le fait que la région a bénéficié du plus grand nombre d'investissements de l'UE (plus de 40 millions d'euros) (Stratan, 2018) ;
- dans le district de Taraclia, au sud du pays, habité principalement par des Bulgares de souche (66,1 % de la population) (Biroul Național de Statistică, 2017), qui possèdent également la nationalité bulgare, seulement 7,96 % des électeurs ont voté pour l'option « Oui » ;
- dans les municipalités d'Ungheni et de Cahul, qui sont frontalières avec l'UE et qui bénéficient de 23 millions d'euros du programme

« EU4Moldova : Key Regions » (PNUD s.d.), la population a voté majoritairement « Non » - 56,75 % à Ungheni et 56,19 % à Cahul (Comisia Electorală Centrală, 2024).

1. Contexte

Le référendum constitutionnel a été organisé dans un contexte où les citoyens de la République de Moldavie ressentaient encore fortement les conséquences des crises de ces dernières années : la crise énergétique, la crise des réfugiés et la crise économique, déclenchée peu après la pandémie de COVID-19. Selon le rapport « Moldavie inégale », élaboré par le Centre « Partenariat pour le développement », en 2023, les taux de pauvreté absolue et extrême les plus élevés ont été enregistrés au cours des cinq dernières années, tant dans les zones urbaines que rurales (Ermolenco *et al.*, 2024 : 7). En 2023, le taux d'extrême pauvreté était de 13,8 % et le taux de pauvreté absolue de 31,6 %. Le rapport souligne que les pauvres et les personnes sujettes à la pauvreté représentent la plus grande part de la population totale. Les inégalités liées au revenu des ménages se sont également considérablement accrues. Dans ces conditions, les prestations sociales et les envois de fonds restent d'importantes sources de revenus. Le rapport constate que la dynamique négative en termes de revenus est l'effet de la crise pandémique, de la crise économique et sécuritaire provoquée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Dans le même temps, le nouveau rapport sur le pays de la Banque mondiale souligne que, en conservant le modèle actuel de développement économique, fortement basé sur les envois de fonds, la Moldavie n'atteindra pas le niveau moyen de PIB par habitant de l'UE avant 2070 (World Bank, 2023: 5).

L'un des défis auxquels la Moldavie a été confrontée après le début de la guerre russe contre l'Ukraine était la crise des réfugiés. Entre le 24 février 2022 et le 22 février 2023, près d'un million de citoyens ukrainiens sont entrés en République de Moldavie, ce qui représente près de la moitié de la population du pays. Plus de 100 000 réfugiés continuent de vivre dans le pays, dont près de la moitié sont des enfants (Poliția de Frontieră a Republicii Moldova, 2023). Depuis la guerre moldave-russe sur le Dniestr de 1992, la Moldavie n'a pas réussi à gérer une telle crise humanitaire.

Cet afflux massif de réfugiés a nécessité des efforts considérables de la part des autorités, notamment d'ordre financier. Rien que pour répondre aux besoins fondamentaux immédiats, les autorités ont alloué des dizaines de millions de lei (Delegația UE în Republica Moldova, 2023b).

Un autre moment critique qui a fortement affecté la population a été la crise énergétique, qui fait partie de la guerre hybride menée par la Russie contre la Moldavie. Jusqu'à l'hiver 2022, la République de Moldavie dépendait du gaz naturel de la Fédération de Russie. Gazprom a été l'unique source d'achats de gaz au cours des trois dernières décennies. Cette vulnérabilité a été exploitée par la Fédération de Russie à l'automne 2021 et 2022, lorsque Gazprom a réduit le volume de gaz livré à Moldovagaz, la société dont elle est l'actionnaire majoritaire. Dans ces conditions de chantage économique, en décembre 2022, le territoire contrôlé du pays a complètement renoncé au gaz russe et, pour la première fois, les besoins en gaz ont été couverts par le marché européen (Ministerul Energiei al Republicii Moldova, 2024). La crise énergétique au niveau européen, ainsi que celle générée par Gazprom en République de Moldavie, ont entraîné une augmentation des tarifs du gaz naturel, ainsi que des tarifs des produits et des services. Selon le Bureau National des Statistiques, les prix moyens à la consommation ont augmenté en décembre 2021 de près de 14 % par rapport à décembre 2020. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 17,46 %, ceux des produits non alimentaires de 12,06 % et ceux des services de 11,59 % (Biroul Național de Statistică, 2022). De septembre 2021 à octobre 2022, le taux d'inflation est passé de 6,68 % à 34,62 %. En 2022, le plus grand choc inflationniste des 12 dernières années a été enregistré. Ce n'est qu'en décembre 2023 que l'inflation est tombée au niveau d'août 2021 - 4,6 % (Banca Națională a Moldovei, n.d.). En 2021 et 2022, les autorités ont alloué 7 milliards de lei pour la compensation partielle des factures de gaz naturel (Guvernul Republicii Moldova, 2022). Près de 900 000 ménages ont bénéficié d'une indemnisation. Cependant, malgré les mesures compensatoires proposées par les autorités, les hausses de prix en chaîne ont fait l'objet de spéculations de la part des forces politiques pro-russes, notamment lors de la campagne électorale pour le référendum. La politisation excessive de ce

sujet a contribué à associer le cours de l'intégration européenne à des crises perpétuelles.

Aux difficultés économiques, humanitaires et sociales des deux dernières années, s'ajoute une guerre hybride générée par la Russie. Le rapport du Service de renseignement et de sécurité de la République de Moldavie révèle que les tentatives d'ingérence de la Fédération de Russie dans les affaires intérieures de la Moldavie se sont multipliées au cours de la période 2022-2023. Ces actions visaient à modifier violemment l'ordre constitutionnel de la Moldavie. En 2024, les attaques hybrides visaient principalement à compromettre le vecteur de développement pro-européen du pays et le référendum. Ces actions ont été coordonnées par un centre de commandement opérationnel sous le contrôle du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie. Plus de 100 000 personnes ont été recrutées à l'intérieur du pays pour mobiliser les électeurs afin qu'ils votent « Non » au référendum. L'ingérence russe s'est traduite par de multiples actions : l'amplification des tendances séparatistes ; organiser des voyages de jeunes en Russie et en Crimée, notamment dans des camps dits de « rééducation » pour les enfants ukrainiens déplacés de force ; former des jeunes comme provocateurs dans les camps de guérilla ; organiser des visites à Moscou pour 500 religieux, qui ont ensuite diffusé des messages anti-UE ; cyberattaques ; fausses alertes à la bombe ; transport organisé d'espèces par des personnes affiliées au groupe criminel « Șor » et transferts d'argent effectués par l'intermédiaire de Promsvyazbank, qui appartient au ministère de la Défense de la Fédération de Russie (Serviciul de Informații și Securitate, 2024: 3-12). Les forces de l'ordre ont annoncé que 39 millions de dollars avaient été transférés de la Fédération de Russie en septembre-octobre 2024 à des électeurs corrompus dans le cadre du référendum constitutionnel (Conovali, 2024a).

Le Service de renseignement et de sécurité a également identifié plus de 300 pages de réseaux sociaux qui diffusaient systématiquement des messages pro-guerre (Serviciul de Informații și Securitate, 2024: 12). Selon l'analyse de l'association WatchDog, rien qu'en août 2024, plus de 33 000 euros ont été dépensés pour sponsoriser des messages anti-UE sur Facebook et Google. Les principaux discours promus étaient les suivants : « l'UE détruit l'identité nationale » ; « les investissements de l'UE pèsent sur

la Moldavie » ; « la crise énergétique a été provoquée par l'UE » ; « la Russie est le partenaire stratégique de la Moldavie » ; « la Moldavie ne réussira jamais à s'intégrer à l'UE » ; « le référendum n'est qu'une manœuvre politique de la présidente Maia Sandu » (Rusu *et al.*, 2024).

Les conséquences de ces interventions sont exacerbées par les problèmes structurels du système judiciaire. En 2023, la Commission européenne a souligné dans son rapport d'évaluation qu'aucun progrès significatif n'avait été réalisé dans les enquêtes sur les affaires de corruption de haut niveau et les affaires pénales très médiatisées, y compris celles concernant les stratagèmes de corruption électorale (European Commission, 2023).

2. Résultats de la région de Transnistrie

La différence entre la part des votes « Oui » dans la région de Transnistrie et celle du nord du pays ou de l'UTA Gagaouzie a été l'une des plus grandes surprises offertes par ce référendum. Les résultats du vote référendaire, ainsi que l'augmentation du nombre de voix pour la candidate pro-européenne Maia Sandu (20,60 % en 2024, contre 14,20 % en 2020), indiquent l'orientation progressive d'une partie des électeurs dans la région de Transnistrie vers un nouveau vecteur de développement du pays, qui offre une alternative complètement différente au statu quo établi par les structures transnistriennes. L'analyse des résultats des élections présidentielles de 2024 indique que le territoire occupé du pays est la seule région où Maia Sandu a accumulé plus de voix par rapport aux élections de 2020. Dans toutes les régions, y compris la capitale du pays et dans la diaspora, Maia Sandu a obtenu 2 à 10 % de voix en moins par rapport à 2020. Dans la région de Transnistrie, la présidente a obtenu 6,40 % de plus (Ziarul de Gardă, 2024a). Dans les paragraphes ci-dessous, nous analyserons pourquoi les résultats du vote dans la région de Transnistrie lors du référendum ont été surprenants.

Tout d'abord, le discours pro-européen est absent dans la région de Transnistrie. Toute tentative visant à promouvoir l'intégration européenne, ainsi que tout débat public sur la réintégration du pays ou sur les principes de la démocratie, pourraient conduire à des persécutions et à des

intimidations de la part des structures de pouvoir de Transnistrie. Au cours des deux dernières années, les expressions publiques de soutien à l'Ukraine ont conduit à des détentions illégales (Promo-LEX, 2022). En outre, l'accès des militants civiques, des journalistes et des acteurs culturels de la rive droite du Dniestr est restreint dans la région de Transnistrie. Plusieurs journalistes et écrivains moldaves ont été déclarés « indésirables » et accusés de constituer un danger présumé pour la sécurité de la région (Călugăreanu, 2023 ; Ziarul de Gardă, 2024b).

En outre, les autorités constitutionnelles n'ont lancé aucune campagne pour informer les habitants de la région de Transnistrie sur le parcours européen de la République de Moldavie, les projets mis en œuvre sur la rive gauche du Dniestr grâce aux fonds de l'UE et le soutien offert aux petites entreprises en connectant la région à l'espace économique européen. La seule campagne d'information destinée aux habitants de la région de Transnistrie a été menée par le portail Zona de Securitate.md, qui couvre exclusivement les réalités du territoire occupé du pays. Ainsi, les perceptions des citoyens de la région de Transnistrie sont principalement influencées par la rhétorique profondément anti-occidentale des dirigeants de Transnistrie.

Troisièmement, les citoyens de la rive gauche du Dniestr et de la municipalité de Bender vivent sur un territoire contrôlé depuis 1992 par des structures subordonnées à la Fédération de Russie. Ils vivent donc dans un vide législatif et informationnel. Au cours des 30 dernières années, aucune mesure n'a été mise en œuvre pour créer un espace d'information unique. Les seules sources d'information auxquelles les citoyens de la région de Transnistrie ont accès sont les chaînes de télévision rediffusées non autorisées de la Fédération de Russie et les chaînes locales, qui répètent les récits des autorités russes, et dans les localités de la zone de sécurité, qui sont contrôlées par les autorités constitutionnelles, les chaînes de télévision nationales et les radios publiques sont toujours brouillées (Roșca, 2022 ; Calmis, 2024). Au cours des deux dernières années, après une série d'actions visant l'intégration économique de la rive gauche du Dniestr dans le cadre juridique du pays, les médias de la région de Transnistrie ont constamment promu l'idée que les autorités constitutionnelles commettent un « génocide » contre les habitants de la région transnistrienne

(Călugăreanu, Verseck, 2024). Chisinau a également été accusé de violations graves des droits et des libertés fondamentaux des habitants de la région. Dans le même temps, les institutions européennes ont été critiquées pour leur participation tacite à la destruction économique de la région de Transnistrie. Un autre faux discours fréquemment utilisé sur la gauche du Dniestr est que le partenariat entre la Moldavie et les États membres de l'OTAN représenterait un danger pour la sécurité de la région (Boloțnicov, 2024).

Un aspect important à souligner est l'accès beaucoup plus limité des habitants de la région de Transnistrie aux fonds européens par rapport au reste du pays. Ce fait est dû au manque de contrôle effectif sur la rive gauche du Dniestr, ainsi qu'aux conditions hostiles imposées par les structures transnistriennes. Tous les projets financés par l'UE et les partenaires de développement de la République de Moldavie nécessitent l'approbation et un contrôle strict des structures transnistriennes. Les investissements ne sont autorisés que dans les domaines qui ne sont pas considérés comme politiquement « sensibles », tels que la protection sociale et les petits projets d'infrastructure (Grău, 2022). De plus, les structures transnistriennes n'ont jamais accepté les règles de visibilité, de transparence et de communication pour les projets et les investissements européens.

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a créé une fenêtre d'opportunité pour accélérer l'intégration de la rive gauche dans le cadre juridique du pays et pour élaborer un plan global visant la réintégration du pays. Cependant, à l'heure actuelle, il n'existe pas de perspective claire d'intégration de la République de Moldavie dans l'UE avec les deux rives du Dniestr. Selon les autorités, le problème transnistrien ne devrait pas constituer un obstacle au processus d'intégration européenne de la Moldavie. L'un des scénarios proposés par la présidente Maia Sandu est l'intégration européenne du pays « en deux étapes », la première étape signifiant l'intégration de la rive droite et la seconde celle de la rive gauche (Gorbatovschi, 2024). La priorité est l'intégration du territoire contrôlé du pays dans l'UE. Bien que le sujet de la réintégration du pays soit beaucoup plus présent sur l'agenda politique de Chisinau, les autorités n'ont présenté aucun plan concret pour la réintégration du pays. Les mesures prises ces

deux dernières années, telles que l'application de droits de douane aux entreprises de la région de Transnistrie, afin de créer un espace économique unique, et l'attribution de prestations sociales, n'ont apporté que quelques développements mineurs. Compte tenu de la complexité d'un éventuel processus de réintégration du pays et des ressources nécessaires pour y parvenir, la perspective d'une intégration européenne est beaucoup plus lointaine pour les habitants de la région de Transnistrie que pour ceux de la rive droite du Dniestr.

Selon une enquête réalisée en 2024 à laquelle ont participé 446 habitants de la région de Transnistrie, 45,29 % des personnes interrogées voteraient pour la réintégration, 38,12 % contre et 9,19 % sont indécis (Zona de Securitate, 2024). Ce fait indique que le maintien du statu quo n'est plus l'option privilégiée par les citoyens de la région de Transnistrie. Toutefois, les participants estiment qu'il existe de nombreux obstacles au lancement du processus de réintégration, tels que le manque de volonté politique, le monopole politique détenu par certains groupes d'intérêt dans la région de Transnistrie, les barrières linguistiques et législatives, ainsi que le manque de ressources et de capacités pour mener à bien cette entreprise. Les personnes interrogées qui opteraient pour la réintégration du pays estiment que les principaux bénéfices seraient d'ordre économique, compte tenu des écarts croissants entre les rives droite et gauche du Dniestr. En outre, les résultats de l'étude indiquent que 23,77 % des personnes interrogées choisiraient de vivre dans l'ex-URSS, 22,42 % dans l'UE et 14,80 % dans la Fédération de Russie. Bien que la Fédération de Russie soit toujours perçue comme le principal partenaire économique et politique de la région de Transnistrie, 17,49 % des personnes interrogées estiment que l'UE fournit la plus grande aide financière à la région. L'étude montre que certains des répondants remarquent davantage les avantages de la proximité de la rive droite avec l'UE et les changements positifs générés par les investissements des partenaires de développement du pays dans le territoire contrôlé du pays, vu aussi les projets européens mis en œuvre dans la région de Transnistrie.

Un autre aspect important est que l'économie de la région de Transnistrie dépend du commerce avec l'UE et de l'alignement sur le cadre juridique du pays. Les agents économiques de la région de Transnistrie

bénéficient des avantages de l'accord d'association et de l'ALECA depuis 2016, lorsque l'UE a décidé d'élargir le champ d'application de l'accord. Ce fait est également dû au blocage par l'Ukraine du segment transnistrien de la frontière moldave-ukrainienne pour des raisons de sécurité. Les exportations des agents économiques de la région de Transnistrie vers les pays de l'UE sont passées de 49,9 % en 2019 à 80 % au premier semestre 2024. Dans le même temps, les opérations d'importation en provenance de l'UE ont augmenté de 31,8 % en 2019 à 53 % au cours des six premiers mois de l'année 2024 (Guvernul Republicii Moldova, 2024a). D'ailleurs, nous observons que, malgré les discours hostiles des dirigeants des structures transnistriennes et les récits promus par les médias locaux, la région transnistrienne est de plus en plus connectée à l'espace économique européen.

L'orientation progressive des citoyens moldaves de la région de Transnistrie vers le vecteur d'intégration européenne du pays peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs socio-économiques. Par exemple, le fait que le nombre de personnes originaires de la région de Transnistrie demandant des documents d'identité moldaves augmente constamment chaque année suggère l'existence d'une attitude de plus en plus favorable à l'égard des autorités constitutionnelles. Selon les données de juin 2024, 360.125 habitants de la région possèdent la citoyenneté de la République de Moldavie, ce qui représente 90 % de la population totale de la rive gauche du Dniestr (Guvernul Republicii Moldova, 2024b). Au cours des quatre dernières années, le plus grand nombre de personnes originaires de la région de Transnistrie ayant acquis la citoyenneté de la République de Moldavie a été enregistré en 2022, lorsque la Russie a envahi l'Ukraine à grande échelle. En 2022, plus de 60 % du total des demandes de citoyenneté ont été soumises par des résidents de la région de Transnistrie (Guvernul Republicii Moldova, 2024c). En outre, ces dernières années, la part des habitants de la région de Transnistrie bénéficiant des services publics fournis par les autorités constitutionnelles a augmenté. Par exemple, le nombre de bénéficiaires d'allocations sociales a doublé au cours des cinq dernières années, la part des personnes bénéficiant d'une assurance maladie a augmenté de 27 % au premier semestre de 2024, et la part des étudiants inscrits dans les universités de la rive droite du Dniestr a

augmenté de 30 % au cours des années 2018-2023 (Guvernul Republicii Moldova, 2024d ; 2024e ; 2024f). Dans le même temps, le nombre de personnes demandant à changer de résidence sur la rive droite du Dniestr a augmenté. Ces tendances sont apparues dans le contexte d'écarts économiques croissants entre les rives droite et gauche du Dniestr. En outre, au cours des cinq dernières années, on constate une tendance à la hausse du nombre d'élèves dans les huit établissements d'enseignement dispensant un enseignement en langue roumaine dans la région de Transnistrie, tandis que dans 50 % des écoles contrôlées par Tiraspol, il y a une crise aiguë d'élèves - dans certaines classes, il n'y a qu'un ou deux élèves (Dermenji, Maxim, 2024). Cette tendance est, entre autres, déterminée par l'intérêt croissant des familles russophones pour les avantages d'étudier en roumain et d'obtenir un diplôme reconnu au niveau national et international.

Dans le même temps, au cours des dix dernières années, certains migrants de la région de Transnistrie ont diversifié leurs pays de destination et se sont réorientés vers les pays membres de l'UE, attirés par les avantages économiques et les meilleures conditions de vie et de travail. En outre, certains résidents de la région de Transnistrie ont obtenu la citoyenneté roumaine, bénéficiant ainsi des droits garantis aux citoyens de l'UE. Il est important de noter que la rive gauche du Dniestr est l'une des régions les plus touchées par les migrations massives. De 1998 à aujourd'hui, la population de la région a diminué de 32 % (Fomenko, 2017: 5-7). On ne sait pas exactement dans quelle mesure les migrants originaires de la région de Transnistrie influencent les préférences et les visions politiques des familles restées dans le pays, mais l'expérience de la vie dans l'espace européen pourrait contribuer à accroître le niveau de conscience des avantages de l'UE et de la réintégration du pays.

Il est tout aussi important de noter le résultat enregistré dans le seul bureau de vote ouvert dans la capitale du pays pour les citoyens résidant dans la région de Transnistrie. Sur un total de 920 votants, 559 ont voté « Oui » (60,76 % du nombre total des voix) (Comisia Electorală Centrală, 2024). Un résultat similaire a été enregistré dans le seul petit bureau de vote de la zone de sécurité. Il s'ensuit que les citoyens de la région de Transnistrie qui vivent sur la rive droite du Dniestr ont une attitude beaucoup plus

favorable à l'égard du cours de l'intégration européenne que ceux qui continuent de vivre dans le territoire temporairement occupé du pays. Ce fait révèle que l'exposition à un environnement démocratique, la possibilité de bénéficier directement des avantages de l'intégration européenne et l'accès à diverses sources d'information augmentent le niveau de conscience de l'importance de l'adhésion à l'UE parmi les citoyens de la région de Transnistrie.

3. Les résultats en Gagaouzie

La Gagaouzie est la région où le pourcentage de votes « Non » le plus élevé a été enregistré (près de 95). Malgré le soutien financier de l'UE et de nombreux investissements dans les infrastructures, l'éducation et l'économie, le peuple gagaouze reste un peuple aux sympathies pro-russes profondément enracinées. Ce résultat était prévisible pour plusieurs raisons. Tout d'abord, au cours des vingt dernières années, les habitants de Gagaouzie ont constamment eu une attitude négative à l'égard de l'intégration de la Moldavie dans l'UE. En 2011, selon une enquête réalisée par l'Institut de politiques publiques sur les opinions des habitants de Gagaouzie concernant l'orientation géopolitique du pays, 56,3 % des personnes interrogées ont choisi d'adhérer à l'Union douanière eurasiennne et seulement 3,8 % ont déclaré qu'elles soutiendraient l'intégration dans l'UE. En outre, 22,9 % des participants ont déclaré se sentir plus proches de la culture russe, contre 0,6 % qui ont le sentiment d'appartenir à la culture européenne. Interrogés sur le système politique qu'ils choisiraient, 54,9 % des Gagaouzes interrogés ont déclaré préférer le système politique soviétique, 21,3 % - le système russe et seulement 6,9 % - le modèle démocratique occidental (Institutul de Politici Publice, 2012: 40 ; 113 ; 118). En 2016, 80 % des Gagaouzes interrogés auraient choisi que la Moldavie adhère à l'Union douanière eurasiennne ou à une autre union qui rassemblerait toutes les ex-républiques soviétiques. Seules 2,2 % des personnes interrogées auraient voté pour l'adhésion de la Moldavie à l'UE (Institutul de Politici Publice, 2016: 35).

Une autre enquête menée par l'Institut de politiques publiques en 2021 a montré que :

- seulement 3,6 % des Gagaouzes interrogés considèrent que la Moldavie appartient à la civilisation européenne ;
- près de 40 % des personnes interrogées affirment que la Moldavie appartient au monde russe ;
- 17,6 % des participants auraient voté pour l'adhésion à l'Union européenne, tandis que 42,9 % auraient opté pour l'intégration dans l'Union eurasienne ;
- 49,1 % des personnes interrogées excluent l'intégration de la Moldavie dans l'UE, tandis que seulement 22,9 % excluent le fait que la Gagaouzie devienne un État indépendant ;
- 93,8 % des participants ont montré une attitude positive envers la Fédération de Russie, 80,4 % envers la Turquie, 60 % envers l'Union eurasienne et 52,5 % envers l'UE ;
- la majorité des personnes interrogées (55,3 %) ont déclaré que les intérêts de la Gagaouzie étaient mieux représentés par les partis pro-russes ;
- les personnes interrogées ont la plus grande confiance dans les médias de la Fédération de Russie (62 %, contre 38,4 % dans les médias du pays) ;
- à la question de savoir si la République de Moldavie devait mettre en œuvre ou renoncer à l'accord d'association avec l'UE, seules 19,3 % des personnes interrogées auraient préféré la mise en œuvre de l'accord. (Institutul de Politici Publice, 2021: 22, 23, 28, 30, 31, 103).

L'un des facteurs qui pourraient avoir contribué à ce vote anti-UE massif est l'absence de partis pro-européens sur la scène politique locale. Les réalités de la Gagaouzie, ainsi que la perception qu'a le peuple gagaouze de la politique étrangère du pays, n'ont été influencées au cours des 20 dernières années que par des partis et des hommes politiques d'orientation pro-russe. Le parti pro-européen PAS, qui détient la majorité parlementaire, n'a eu aucun candidat aux élections de 2023 en Gagaouzie pour le poste de Baskan (gouverneur), et n'a soutenu aucun candidat, étant donné que les huit candidats se sont tous inscrits à la course électorale et ont ouvertement

déclaré leurs opinions pro-russes. Igor Grosu, le président du Parlement et l'un des dirigeants du parti, a déclaré que la décision de ne pas présenter de candidat aux élections locales en Gagaouzie était correcte, car le climat politique local et « l'amour sans limites pour le Kremlin » sont bien connus (IPN, 2023). Trois ans après que le PAS a remporté largement les élections législatives, le parti n'est toujours pas parvenu à consolider son organisation territoriale en Gagaouzie. Aussi, la communication avec les habitants de Gagaouzie est déficiente, y compris sur les réseaux sociaux. Par exemple, sur la page *Facebook* « PAS UTA Gagauzia » créée le 21 octobre 2020, dans le cadre des élections présidentielles, aucun message n'a été publié depuis cette date (PAS UTA Găgăuzia, n.d.). Les résultats du référendum ainsi que des élections présidentielles montrent que les messages adressés périodiquement par la présidente du pays en langue gagaouze ne peuvent compenser le manque de présence physique et de communication constante sur le territoire avec le peuple gagaouze.

De même, les partis pro-européens, dont le PAS, n'ont pas présenté de candidats au poste de maire dans les localités de Gagaouzie lors des élections générales locales organisées en novembre 2023 (Dolghii, 2024b). L'absence de partis pro-européens sur la scène politique gagaouze est souvent justifiée par le fait qu'ils n'auraient aucune chance d'élargir leur bassin électoral local, étant donné que, ces vingt dernières années, les habitants de Gagaouzie sont restés fortement ancrés dans l'espace politique et informationnel russe. Selon le journaliste Mihail Sirkeli, de Nokta.md, l'un des rares portails d'information indépendants de Gagaouzie, le monopole des partis pro-russes pourrait être brisé par l'émergence d'un parti local, créé par des hommes politiques de la région, qui ferait la promotion de l'identité, de la culture et de la langue gagaouzes (Uruşciuc, 2023). Il est certain que la stratégie consistant à éviter de participer à la politique locale a plutôt contribué à maintenir le statu quo. En l'absence d'alternative aux partis pro-russes et d'un parti pro-européen présent dans la vie des communautés gagaouzes, la scène politique locale continuera d'être dominée par la désinformation, les discours anti-européens et une attitude hostile envers le pouvoir central, tandis que les gouvernements pro-européens ne seront pas convaincants.

L'initiation d'une communication constante et proactive de la part des partis pro-européens avec les habitants de Gagaouzie devient de plus en plus importante dans le contexte des relations tendues entre Chisinau et Comrat. Après qu'Evghenia Guțul, la candidate du parti Șor, fortement soutenu par la Fédération de Russie, a remporté les élections pour le poste de Baskan de Gagaouzie en mai 2023, le dialogue entre Chisinau et Comrat s'est considérablement réduit. Selon les autorités judiciaires, Evghenia Guțul aurait utilisé les moyens financiers d'un groupe criminel organisé lors de sa campagne électorale (Procuratura Anticorupție, 2024). En juin 2023, le parti Șor a été déclaré inconstitutionnel et en octobre 2024, le Baskan de Gagaouzie a été inscrit sur la liste des sanctions de l'UE pour tentatives de déstabilisation de la Moldavie (Dermenji, Coptu, 2023 ; Consiliul Uniunii Europene, 2024). La présidente Maia Sandu n'a pas signé le décret concernant l'inclusion d'Evghenia Guțul au cabinet des ministres, compte tenu de son affiliation au parti Șor (Ziarul de Gardă, 2023). En décembre 2023, les députés locaux de l'Assemblée populaire de Gagaouzie ont suspendu leur participation au groupe de travail parlementaire conjoint pour la Gagaouzie, qui était alors le seul canal de communication entre Comrat et Chisinau (Dermenji, 2023). Pendant tout ce temps, les dirigeants de Gagaouzie accusaient systématiquement les autorités centrales de censure, de pratiques dictatoriales, de restriction des droits de la région et de pressions économiques considérables. Ces discours ont contribué à amplifier les divisions au sein de la société. La présidente du pays, Maia Sandu, a déclaré pendant la campagne électorale que le gouvernement pro-européen aurait dû communiquer davantage avec les habitants de Gagaouzie, afin de ne pas permettre que les perceptions du gouvernement de Chisinau soient uniquement influencées par les politiciens locaux pro-russes (Știri.md, 2024).

L'image négative de l'UE qui persiste dans les communautés gagaouzes est également causée par le manque d'intégration des Gagaouzes dans la société moldave. Bien que la Gagaouzie ait obtenu le statut spécial d'unité territoriale autonome en 1994 pour assurer la préservation et la promotion de l'identité nationale gagaouze, le russe reste la langue la plus parlée dans la région, notamment dans l'administration publique et les écoles. Selon la loi no. 344/1994 concernant le statut juridique spécial de la

Gagaouzie, les autorités locales doivent assurer le développement de programmes de développement culturel, ainsi que le fonctionnement de la langue gagaouze sur le territoire de l'autonomie. Mais, au cours de ces 30 années, l'environnement politique local a plutôt contribué à l'amplification de la russification. Selon une enquête réalisée par l'Institut de politique publique, 8 personnes interrogées sur 10 estiment que les jeunes de Gagaouzie doivent connaître le russe, 6 personnes interrogées sur 10 préfèrent le russe comme langue d'étude pour leurs enfants et seulement 2 sur 10 choisiraient pour que leurs enfants étudient en gagaouze (Institutul de Politici Publice, 2021: 15-16).

La langue roumaine est très peu connue dans la région, y compris auprès des jeunes. Seulement 10 % des personnes interrogées par le Public Policy Institute (2021 : 16) ont déclaré parler couramment le roumain, contre 96,4 % qui parlent couramment le russe. Bon nombre des mesures qui devaient être conçues il y a vingt ans pour accroître le niveau de connaissance de la langue roumaine en Gagaouzie n'ont commencé à être mises en œuvre que ces dernières années. Par exemple, en 2023, le Programme national d'apprentissage de la langue roumaine pour adultes a été lancé. Lors de l'édition 2024, après Chisinau, le plus grand nombre de candidatures ont été présentées par les habitants de Gagaouzie (Ministerul Educației și Cercetării, 2024a). En outre, en 2024, la première classe de collège avec des études exclusivement en roumain a été ouverte en Gagaouzie, au sein d'un établissement d'enseignement dispensant un enseignement en russe (Ministerul Educației și Cercetării, 2024b). Bien que l'intérêt pour l'étude de la langue roumaine ait augmenté, les écoles de la région ne disposent pas des ressources nécessaires pour ouvrir de nouvelles classes avec enseignement en langue roumaine. Dans le même temps, il n'existe toujours pas dans la région d'établissement préscolaire dispensant un enseignement exclusivement en langue roumaine. Les enfants d'âge préscolaire bénéficient de cours de roumain et de gagaouze uniquement dans les établissements de langue russe. Le manque de connaissance de la langue roumaine a empêché l'intégration des Gagaouzes dans la société moldave au cours des 30 dernières années, ainsi que le processus de dérussification de la région. Pour la même raison, les Gagaouzes continuent de recevoir des informations des médias russes et sont davantage exposés

à la désinformation. Sur les 17 institutions médiatiques existantes en Gagaouzie, seule la chaîne de télévision publique locale produit du contenu en roumain. La plupart des médias diffusent du contenu exclusivement en russe (Internews, 2023: 12).

Selon une note analytique de Freedom House, les médias de Gagaouzie sont utilisés par les politiciens locaux pour discréditer l'idée d'intégration européenne de la Moldavie et diffuser des récits russes. Ces dernières années ont été marquées par une tendance à la politisation des médias locaux, tandis que les portails d'information indépendants sont menacés par les autorités locales (Gaidarji, 2024: 1 ; 3-4). Le Conseil de l'audiovisuel a sanctionné à plusieurs reprises les chaînes de télévision de Gagaouzie pour avoir désinformé l'opinion publique et admis des propos incitant à la haine. Parmi les faux récits qui ont été intensément promus dans le cadre de l'organisation du référendum constitutionnel figurent : « les autorités centrales détruisent la Gagaouzie », « la CEI est le plus grand marché pour la République de Moldavie », « l'adhésion du pays à l'UE entraînera la perte de l'État, des valeurs traditionnelles et de l'identité des Moldaves », « l'UE sapera l'orthodoxie », « la Roumanie envisage d'annexer la Moldavie », « l'adhésion à l'UE équivaut à l'intégration à l'OTAN et à attirer le pays en guerre » (Consiliul Audiovizualului, 2024). Les archives du Conseil de l'audiovisuel montrent que ces récits sont répétés depuis au moins 20 ans par les institutions médiatiques de la région et amplifiés à chaque fois que le pays est confronté à des périodes de crise.

En outre, les chaînes de télévision publiques régionales consacrent chaque année des émissions à des sujets liés au pseudo-référendum organisé par les autorités locales de Gagaouzie en 2014 sur le vecteur de développement extérieur de la République de Moldavie et l'autodétermination extérieure des habitants de Gagaouzie dans le cas où la Moldavie perdrait son statut d'État souverain. Près de 70 % de la population de la région a participé à ce pseudo-référendum et plus de 98 % des électeurs ont opté pour l'indépendance de la région au cas où le pays perdrait sa souveraineté, ainsi que pour l'adhésion de la République de Moldavie à l'Union douanière eurasiennne (Grosu, 2014). Étant donné que les autorités de Gagaouzie ont outrepassé leurs pouvoirs, le pseudo-

référendum a été déclaré illégal. Ses résultats continuent cependant d'être exploités pour renforcer l'idée d'appartenance à l'espace russe.

Un autre aspect qui pourrait expliquer en partie le résultat du vote est la perception erronée des habitants de Gagaouzie à l'égard du soutien étranger et du marché des produits locaux. La plupart des habitants de Gagaouzie considèrent la Fédération de Russie comme le principal partenaire de développement de la région. Selon l'enquête réalisée par l'Institut de politiques publiques en 2021, 40,4 % des personnes interrogées ont déclaré que la Fédération de Russie accordait le plus d'aide à la République de Moldavie, 14 % ont indiqué l'UE et 5,5 % la Turquie (Institutul de Politici Publice, 2021: 32). Les données publiées par le Bureau national des statistiques et le Ministère du développement économique et de la numérisation de la République de Moldavie réfutent cette hypothèse (Ziarul Național, 2024). Au cours des 15 dernières années, plus de 800 millions de lei provenant de fonds européens ont été investis en Gagaouzie, contre 158 millions de lei offerts par la Fédération de Russie au cours de la période 2015-2023 (Stratan, 2018 ; Baciuc, 2023). En outre, l'UE est le principal partenaire commercial de la Gagaouzie, avec 49 % des exportations vers les pays de l'UE et seulement 2 % vers la Fédération de Russie (Ziarul Național, 2024).

4. Les résultats de Cahul et d'Ungheni

Les résultats du référendum dans les districts de Cahul et Ungheni ont également été surprenants. À Cahul, 56,19 % des électeurs ont voté « Non » et à Ungheni, 56,75 %. Cahul et Ungheni sont les districts qui ont bénéficié au cours des cinq dernières années du plus grand nombre d'investissements et de projets européens. Les deux districts ont été sélectionnés dans le cadre d'un programme pilote de l'UE, « EU4Moldova : Key Regions », lancé en 2019, avec un budget de près de 23 millions d'euros (Delegația UE în Republica Moldova, 2020). Le programme visait à transformer ces régions en modèles de développement social et économique, aussi proches que possible des normes européennes. Grâce à ce programme, des investissements ont été réalisés dans l'activité des administrations publiques locales, l'éducation, les services de santé publique, la

numérisation et l'implication civique des jeunes. De plus, les deux districts se trouvent à la frontière avec l'UE. La mobilité des habitants de Cahul et d'Ungheni en Roumanie est élevée. En outre, les agents économiques des deux régions exportent leurs produits vers l'UE et entretiennent des liens économiques étroits avec la Roumanie. Lors des élections locales de 2023, les électeurs d'Ungheni et de Cahul ont élu des maires aux vues pro-européennes. Dans le cadre de la campagne référendaire, les deux maires ont exhorté les citoyens à choisir l'option pro-européenne, en soulignant l'importance des projets stratégiques de développement, dont la continuité dépend de la proximité avec l'UE (IPN, 2024).

Les résultats de Cahul et d'Ungheni montrent que les investissements dans le développement urbain et l'amélioration de la qualité de vie ne suffisent pas à garantir un « Oui » majoritaire à l'intégration européenne. Ces résultats ont été générés par une combinaison de facteurs, tels que : (1) une compréhension insuffisante du but et des implications du référendum constitutionnel, (2) des peurs et des croyances irrationnelles amplifiées par la désinformation et la propagande, en particulier celles liées à l'entraînement du pays dans la guerre, la perte de neutralité, les droits LGBTQI +, les ventes de terrains à des entreprises étrangères et la fermeture d'églises, (3) corruption électorale, (4) déceptions quant à la performance du gouvernement pro-européen et l'absence de progrès significatifs dans la réforme de la justice et (5) la mobilisation des électeurs indécis, qui n'ont pas été ciblés par les campagnes de communication et d'information. Il convient également de noter le manque de collaboration et de communication avec la société civile dans le processus d'organisation du référendum. Les décisions relatives au référendum constitutionnel n'ont pas été largement consultées auprès des citoyens, des partis extraparlimentaires pro-européens et des organisations de la société civile. Ces consultations ont eu lieu post-référendum, poussées par le choc du résultat marginal (Conovali, 2024b). En l'absence d'une large plateforme pour promouvoir et organiser le référendum, les forces pro-russes ont promu l'idée que le référendum était une manœuvre politique de la présidente visant à obtenir un nouveau mandat.

Conclusions

Le passage du référendum à la limite a été une bonne occasion de tirer plusieurs conclusions pertinentes pour les élections législatives de 2025. Ce vote a une fois de plus mis en évidence les coûts d'un système judiciaire qui résiste aux réformes et retarde les processus en cas de corruption électorale. Tant que la réforme de la justice ne sera pas accélérée et achevée, le pays ne pourra pas organiser d'élections libres et équitables. Les problèmes dans le domaine de la justice sont exploités par des groupes criminels contrôlés par la Fédération de Russie, qui ont démontré une grande capacité de mobilisation, d'organisation et d'adaptation. Lors des prochaines élections, la Russie intensifiera sa guerre hybride contre la Moldavie. Les conclusions du rapport du Service de renseignement et de sécurité démontrent que la Moldavie représente le territoire où les services secrets russes testent diverses pratiques électorales truquées, qui seront ensuite appliquées dans d'autres pays de la région. Dans ce contexte, il est essentiel que l'État et la société moldaves deviennent plus résilients et réagissent rapidement à ces attaques contre la démocratie.

Les résultats en Gagaouzie montrent que la population vote pour les partis pro-russes parce qu'ils disposent d'organisations territoriales fortes, participent activement à la politique locale, communiquent systématiquement avec les électeurs et sont représentés dans les médias locaux. La tradition des partis pro-européens d'éviter toute implication politique en Gagaouzie et de négliger les récits des dirigeants locaux ne fait que contribuer à la perpétuation du statu quo et à la consolidation de certains récits séparatistes. Le vote en Gagaouzie, comparé à celui du territoire temporairement occupé du pays, met en évidence que la multitude de fonds européens alloués à l'autonomie ne sont pas suffisants pour rapprocher les électeurs de la région de l'intégration européenne souhaitée. Ces investissements doivent être complétés par d'autres mesures, telles qu'une communication ciblée sur les besoins spécifiques des électeurs gagaouzes, la lutte contre la désinformation et les faux discours lancés par les politiciens locaux, la facilitation de l'accès aux études en roumain et en gagaouze pour différentes tranches d'âge et le lancement d'une plateforme de dialogue permanent avec des maires, des leaders

d'opinion, des journalistes indépendants et des personnalités culturelles de la région.

Le vote surprenant dans la région de Transnistrie doit être maintenu et capitalisé. Les habitants de la région de Transnistrie voient les avantages du parcours d'intégration européenne du pays et souhaitent des mesures dissuasives pour l'intégration de la région dans le cadre juridique du pays. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, des écarts socio-économiques majeurs entre les rives droite et gauche du Dniestr et des graves violations des droits de l'homme dans la région de Transnistrie, le gouvernement et les partis pro-européens doivent préparer un plan de réintégration clair, avoir une stratégie de communication, ouvrir des canaux d'information aux habitants de la région et développer les capacités administratives pour gérer les problèmes complexes de la région. Un « Oui » au référendum est en réalité un vote favorable à la réintégration du pays. Le bassin d'électeurs dans la région peut être élargi si le gouvernement pro-européen a une vision claire du processus de réintégration.

Enfin, l'analyse des résultats du référendum par région montre que la stratégie consistant à miser sur les votes du centre du pays et de la diaspora est risquée. Afin de maintenir le vecteur de développement pro-européen du pays, dans les conditions d'une guerre hybride, il est nécessaire que les partis pro-européens gagnent la confiance des électeurs du nord et du sud du pays, ainsi que les électeurs de la région de Transnistrie.

Bibliographie

Baciu, Ana. 2023. « Finanțare de la Kremlin pentru Găgăuzia. Câți bani a primit autonomia, din partea Federației Ruse, în perioada când a fost condusă de bașcana Irina Vlah ». *Agora*, 14 iulie. [En ligne] : <https://agora.md/2023/07/14/finantare-de-la-kremlin-pentru-gagauzia-cati-bani-a-primit-autonomia-din-partea-federatiei-ruse-in-perioada-cand-a-fost-condusa-de-bascana-irina-vlah> [consulté le 11 novembre 2024].

Banca Națională a Moldovei. n.d. « Rata anuală a inflației ». [En ligne] : <https://www.bnm.md/ro/content/rata-inflatiei-0> [consulté le 4 novembre 2024].

Biroul Național de Statistică. 2017. « Principalele rezultate ale RPL 2014 ». [En ligne] : https://statistica.gov.md/ro/principalele-rezultate-ale-rpl-2014-34_2854.html [consulté le 3 novembre 2024].

Biroul Național de Statistică. 2022. « Evoluția prețurilor de consum în Republica Moldova în luna decembrie 2021 și în anul 2021 ». [En ligne] : https://statistica.gov.md/ro/evolutia-preturilor-de-consum-in-republica-moldovain-luna-decembrie-2021-9485_3483.html [consulté le 3 novembre 2024].

Bolotnicov, C. 2024. « Krasnoselski deplânge „militarizarea » Moldovei și o îndeamnă să meargă singură în UE ». *Europa Liberă Moldova*, 9 ianuarie. [En ligne] : <https://moldova.europalibera.org/a/krasnoselski-deplange-militarizarea-moldovei-si-o-indeamna-sa-mearga-singura-in-ue-/32767070.html> [consulté le 7 novembre 2024].

Calmis, D. 2024. « Cum propaganda Kremlinului ajunge, prin Tiraspol, în casele tuturor moldovenilor (I) ». *Zona de Securitate*, 28 martie. [En ligne] : <https://zonadesecuritate.md/cum-propaganda-kremlinului-ajunge-prin-tiraspol-in-casele-tuturor-moldovenilor-i/> [consulté le 6 novembre 2024].

Călugăreanu, V. 2023. « Jurnaliștii moldoveni, ținta regimului de la Tiraspol ». *Deutsche Welle*, 22 septembrie. [En ligne] : <https://www.dw.com/ro/jurnali%C8%99tii-moldoveni-%C8%9Binta-regimului-separatist-de-la-tiraspol/a-66895864> [consulté le 3 novembre 2024].

Călugăreanu, V., Verseck, K. 2024. « Transnistria : Will Russia's next war be in Moldova ? ». *Deutsche Welle*, 3 ianuarie. [En ligne] : <https://www.dw.com/en/transnistria-will-russias-next-war-be-in-moldova/a-68418058> [consulté le 6 novembre 2024].

CBS-Research, WatchDog.md. 2024. « Sondaj socio-politic : Octombrie 2024 ». [En ligne] : <https://watchdog.md/polls/208333/sondaj-socio-politic-octombrie-2024/> [consulté le 3 novembre 2024].

Comisia Electorală Centrală. 2024. « Referendum republican constituțional 2024 ». [En ligne] : <https://pvt12024.cec.md/cec-template-referendum-results.html> [consulté le 3 novembre 2024].

Conovali, M. 2024a. « Transferuri de până la \$39 mln pentru a „corupe masiv electoratul ». IGP : circa 138 mii de persoane din Moldova- în contact cu PSB Bank ». *NewsMaker*, 24 octombrie. [En ligne] : <https://newsmaker.md/ro/transferuri-de-peste-39-mln-pentru-a-corupe-masiv-electoratul-igp-circa-138-mii-de-persoane-din-moldova-in-contact-cu-psb-bank/> [consulté le 5 novembre 2024].

Conovali, M. 2024b. « Consultările cu Maia Sandu : 21 de partide au fost invitate. Câte s-au prezentat și cu ce impresii au rămas liderii formațiunilor ». *NewsMaker*, 18 noiembrie. [En ligne] : <https://newsmaker.md/ro/consultarile-cu-maia-sandu-21-de-partide-au-fost-invitate-cate-s-au-prezentat-si-cu-ce-impresii-au-ramas-liderii-formatiunilor/> [consulté le 22 novembre 2024].

Consiliul Audiovizualului. 2024. « Postul public regional „TV-Găgăuzia » și postul local „ATV » au fost sancționate pentru răspândirea dezinformării cu 100000 de lei ». [En ligne] : <https://consiliuaudiovizual.md/news/postul-public-regional-tv-gagauzia-si-postul-local-atv-au-fost-sanctionate-pentru-raspandirea-dezinformatiei-cu-100-000-de-lei/> [consulté le 13 novembre 2024].

Consiliul Uniunii Europene. 2024. « Republic of Moldova : Council lists further 5 individuals and 1 entity for destabilising actions ». [En ligne] : <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2024/10/14/republic-of-moldova-council-lists-further-5-individuals-and-1-entity-for-destabilising-actions/> [consulté le 12 novembre 2024].

Delegația UE în Republica Moldova. 2020. « Uniunea Europeană a lansat un nou program pentru a susține dezvoltarea socio-economică a municipiului Cahul și a localităților învecinate ». [En ligne] : https://www.eeas.europa.eu/delegations/moldova/uniunea-europeana%C4%83-lansat-un-nou-program-pentru-sus%C8%9Bine-dezvoltarea-socio_ro [consulté le 11 novembre 2024].

Delegația UE în Republica Moldova. 2023a. « The European Union and the Republic of Moldova ». [En ligne] : https://www.eeas.europa.eu/moldova/european-union-and-republic-moldova_en?s=223 [consulté le 3 novembre 2024].

Delegația UE în Republica Moldova. 2023b. « Un an de război în Ucraina. Cum Republica Moldova a făcut față provocărilor generate de invazia Rusiei în țara vecină ? ». [En ligne] : https://www.eeas.europa.eu/delegations/moldova/un-de-r%C4%83zboi-%C3%AEn-ucraina-cum-republica-moldova-f%C4%83cut-fa%C8%9B%C4%83-provoc%C4%83rilor-generate_ro?s=223 [consulté le 4 novembre 2024].

Dermenji, D. 2023. « „Vor spune că suntem separatiști ». Deputații găgăuzi își suspendă participarea în platforma de dialog cu Chișinăul ». *Europa Liberă Moldova*, 12 decembrie [En ligne] : <https://moldova.europalibera.org/a/vor-spune-ca-suntem-separatisti-deputatii-gagauzi-isi-suspenda-participarea-in-platforma-de-dialog-cu-chisinaul/32727507.html> [consulté le 13 novembre 2024].

Dermenji, D., Coptu, N. 2023. « Partidul Șor, declarat ilegal de Curtea Constituțională ». *Europa Liberă Moldova*, 19 iunie. [En ligne] : <https://moldova.europalibera.org/a/partidul-sor-declarat-ilegal-de-curtea-constitucionala-/32465777.html> [consulté le 12 novembre 2024].

Dermenji, D., Maxim, L. 2024. « Interes sporit pentru școlile românești din stânga Nistrului : „O parte din oameni au înțeles că viitorul lor nu e în Rusia » ». *Europa Liberă Moldova*, 9 aprilie. [En ligne] : <https://moldova.europalibera.org/a/interes-sporit-pentru-scolile-romanesti-din-stanga-nistrului-o-parte-din-oameni-au-inteles-ca-viitorul-lor-nu-e-in-rusia/32897648.html> [consulté le 8 novembre 2024].

Dolghii, A.M. 2024a. « Referendum constituțional în Moldova. Datele ultimelor două sondaje din campania electorală ». *NewsMaker*, 17 octombrie. [En ligne] : <https://newsmaker.md/ro/referendum-constitutional-in-moldova-datele-ultimelor-doua-sondaje-din-campania-electoral/> [consulté le 3 novembre 2024].

Dolghii, A.M. 2024b. « Găgăuzia, fără primari pro-europeni. De ce ușa PAS-ului spre Comrat rămâne închisă. *NewsMaker*, 12 februarie ». [En ligne] : <https://newsmaker.md/ro/gagauzia-fara-primari-pro-europeni-de-ce-usa-pas-ului-spre-comrat-ramane-inchisa/> [consulté le 13 novembre 2024].

European Commission. 2023. « Republic of Moldova 2023 Report ». Bruxelles : Directorate-General for Neighbourhood and Enlargement Negotiations [En ligne] : https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/moldova-report-2023_en [consulté le 5 novembre 2024].

Fomenko, Vladimir. 2017. « Profilul migrațional extins al Transnistriei ». Chișinău : Organizația Internațională pentru Migrație. [En ligne] : <https://moldova.iom.int/sites/g/files/tmzbd11626/files/documents/Profilul%2520Migra%25C8%259Bional%2520Extins%2520al%2520Transnistriei.pdf> [consulté le 8 novembre 2024].

Gaidarji, V. 2024. « Restricțiile asupra libertății de exprimare în Găgăuzia: amenințări la adresa democrației și a siguranței ». Chișinău: Freedom House. [En ligne]: https://freedomhouse.org/sites/default/files/2024-06/FH-Restrictions-on-freedom-of-speech-in-Gagauzia_Rom-06-24.pdf [consulté le 15 novembre 2024].

Gorbatovschi, M. 2024. « Aderarea la UE, cu sau fără regiunea transnistreană? Răspunsul Maiei Sandu ». *Ziarul de Gardă*, 12 septembrie. [En ligne]: <https://www.zdg.md/stiri/aderarea-la-ue-cu-sau-fara-regiunea-transnistreana-raspunsul-maiei-sandu/> [consulté le 7 novembre 2024].

Grău, L. 2022. « În regiunea transnistreană, societatea civilă supraviețuiește cu greu atacului autorităților ». *Europa Liberă Moldova*, 20 iunie. [En ligne]: <https://moldova.europalibera.org/a/%C3%AEn-regiunea-transnistrean%C4%83-societatea-civil%C4%83-supravie%C8%9Buie%C8%99te-cu-greu-atacului-autorit%C4%83%C8%9Bilor/31908140.html> [consulté le 6 novembre 2024].

Grosu, A. 2014. « Opinie: Referendumul din Găgăuzia: Moscova a numărat, Comratul a semnat ». *Ziarul de Gardă*, 3 februarie. [En ligne]: <https://www.zdg.md/stiri/opinie-referendumul-din-gagauzia-moscova-a-numarat-comratul-a-semnat/comment-page-1/> [consulté le 6 novembre 2024].

Guvernul Republicii Moldova. 2022. « Compensații mai mari pentru 40 de mii de gospodării - CSE a ajustat criteriile de atribuire a gradului de vulnerabilitate ». [En ligne]: <https://gov.md/ro/content/compensatii-mai-mari-pentru-40-de-mii-de-gospodarii-cse-ajustat-criteriile-de-atribuire> [consulté le 4 novembre 2024].

Guvernul Republicii Moldova. 2024a. « Un nou record - în primul semestru al anului 2024, peste 80% din exporturi și 53% din importurile agenților economici din regiunea transnistreană au vizat Uniunea Europeană ». [En ligne]: <https://gov.md/ro/content/un-nou-record-primul-semestru-al-anului-2024-pest-80-din-exporturi-si-53-din-importurile> [consulté le 7 novembre 2024].

Guvernul Republicii Moldova. 2024b. « Peste 360 mii de locuitori din regiunea transnistreană sunt cetățeni ai Republicii Moldova ». [En ligne]: <https://gov.md/ro/content/pest-360-mii-de-locuitori-din-regiunea-transnistreana-sunt-cetateni-ai-republicii-moldova> [consulté le 7 novembre 2024].

Guvernul Republicii Moldova. 2024c. « Dinamica documentării persoanelor fizice din regiunea transnistreană ». [En ligne]: <https://gov.md/ro/content/dinamica-documentarii-persoanelor-fizice-din-regiunea-transnistreana> [consulté le 7 novembre 2024].

Guvernul Republicii Moldova. 2024d. « Aproape 32 de mii de persoane din regiunea transnistreană sunt asigurate medical pe malul drept al Nistrului, inclusiv aproape 22 de mii de Guvernul Republicii Moldova ». [En ligne]: <https://gov.md/ro/content/aproape-32-de-mii-de-persoane-din-regiunea-transnistreana-sunt-asigurate-medical-pe-malul> [consulté le 7 novembre 2024].

Guvernul Republicii Moldova. 2024e. « Alocații din fondurile de asigurare obligatorie de asistență medicală și socială pentru locuitorii din regiunea transnistreană ». [En ligne]: <https://gov.md/ro/content/alocatii-din-fondurile-de-asigurare-obligatorie-de-asistenta-medicala-si-sociala-pentru> [consulté le 7 novembre 2024].

Guvernul Republicii Moldova. 2024f. « 583 diplome de model neutru au fost apostilate de către autoritățile competente ale Republicii Moldova în perioada 28 martie 2018 - 31 decembrie 2023 ». [En ligne]: <https://gov.md/ro/content/583-diplome-de-model-neutru-au-fost-apostilate-de-catre-autoritatile-competente-ale-0> [consulté le 7 novembre 2024].

Institutul de Politici Publice. 2012. « Sondaj: Integrarea populației din UTA Găgăuzia în societatea din Republica Moldova ». [En ligne]: <https://ipp.md/2012-10/sondaj-integrarea-populatiei-din-uta-gagauzia-si-raionul-taraclia/> [consulté le 8 novembre 2024].

Institutul de Politici Publice. 2016. « Moldova între Est și Vest: viziuni din Găgăuzia și Taraclia ». [En ligne]: https://ipp.md/wp-content/uploads/2016/09/Moldova-intre-Est-si-Vest-Viziuni-din-Gagauzia-si-Taraclia_RO.pdf [consulté le 8 novembre 2024].

Institutul de Politici Publice. 2021. « Moldova între Est și Vest: viziuni din Găgăuzia și Taraclia ». [En ligne]: https://ipp.md/wp-content/uploads/2022/01/Gagauzia_Taraclia_2021_ro.pdf [consulté le 8 novembre 2024].

Internews. 2023. «Raport de cartografiere a instituțiilor media locale din Republica Moldova». [En ligne]: <https://internews.md/wp-content/uploads/2023/09/Raport-Romana-Web.pdf> [consulté le 15 novembre 2024].

IPN. 2023. «Igor Grosu: Decizia PAS de a nu avea un candidat la alegerile din Găgăuzia a fost una corectă». [En ligne]: https://www.ipn.md/ro/igor-grosu-decizia-pas-de-a-nu-avea-un-7965_1096665.html [consulté le 8 novembre 2024].

IPN. 2024. « Primari: Să ne pronunțăm cu un puternic „Da!” în data de 20 octombrie la referendum ». [En ligne]: https://www.ipn.md/ro/sa-ne-pronuntam-cu-un-puternic-da-in-data-7965_1107031.html [consulté le 16 novembre 2024].

Legea nr. 344/1994 privind statutul juridic special al Găgăuziei (Gagauz-Yeri). [En ligne]: https://www.legis.md/cautare/getResults?doc_id=136220&lang=ro [consulté le 15 novembre 2024].

Ministerul Educației și Cercetării. 2024a. « Aproape 13.000 de persoane s-au înscris la Programul național de studiere a limbii române ». [En ligne] : <https://mec.gov.md/ro/content/aproape-13000-de-persoane-s-au-inscris-la-programul-national-de-studiere-limbii-romane> [consulté le 15 novembre 2024].

Ministerul Educației și Cercetării. 2024b. « Prima clasă gimnazială cu predare în limba română a fost deschisă la liceul „Mihail Ciachir” din Ceadâr-Lunga ». [En ligne]: <https://mecc.gov.md/en/node/14520> [consulté le 15 novembre 2024].

Ministerul Energiei al Republicii Moldova. 2024. « Piața gazelor - de la monopolul Gazprom la gaze aduse din diferite surse și regiuni ale globului ». [En ligne]: <https://energie.gov.md/ro/content/piata-gazelor-de-la-monopolul-gazprom-la-gaze-aduse-din-diferite-surse-si-regiuni-ale> [consulté le 4 novembre 2024].

PAS UTA Găgăuzia. n.d. «Pagina oficială de Facebook». [En ligne]: https://www.facebook.com/profile.php?id=100069197858174&locale=ro_RO [consulté le 11 novembre 2024].

Poliția de Frontieră a Republicii Moldova. 2023. « Circa un milion de cetățeni ucraineni au intrat în R. Moldova de la începutul războiului din Ucraina ». [En ligne]: <https://www.border.gov.md/circa-un-milion-de-cetateni-ucraineni-au-intrat-r-moldova-de-la-inceputul-razboiului-din-ucraina> [consulté le 4 novembre 2024].

Procuratura Anticorupție. 2024. « Cauza penală în privința Evgheniei Guțul și a unei secretare din cadrul Oficiului Central al fostului Partid Politic „Șor” trimisă în instanța de judecată ». [En ligne]: <https://procuratura.md/anticoruptie/comunicate/comunicat-e-de-presa/cauza-penala-privinta-evgheniei-gutul-si-unei-secretare-din-cadrul> [consulté le 13 novembre 2024].

Promo-LEX. 2022. « Regimul de la Tiraspol a condamnat prima persoană pentru critica deschisă a războiului din Ucraina ». [En ligne]: <https://promolex.md/regimul-de-la-tiraspol-a-condamnat-prima-persoana-pentru-critica-deschisa-a-razboiului-din-ucraina/> [consulté le 5 novembre 2024].

Roșca, V. 2022. « Spațiul informațional în regiunea transnistreană - mass-media care dezbină sau unește? ». Chișinău: Freedom House. [En ligne]: https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-06/fh-pb_17-Informational-Space-in-the-Transnistrian-region_Rom.pdf [consulté le 6 novembre 2024].

Rusu, A., Muravski, E., Curăraru, A. 2024. « Analiză – Cât au cheltuit oligarhii fugari pe reclame online în august 2024? ». Chișinău: WatchDog. [En ligne]: <https://watchdog.md/analizes/208301/campaniile-ilegale-de-promovare-a-oligarhilor-in-reducere-dar-nu-in-declin/> [consulté le 5 novembre 2024].

Serviciul de Informații și Securitate. 2024. «Fraudele electorale constatate în cadrul alegerilor prezidențiale și a referendumului republican. Imixtiunea externă în procesele electorale din Republica Moldova». [En ligne]: <https://sis.md/ro/content/imixtiunea-extern%C4%83-%C3%AEn-procesele-electorale-din-republica-moldova> [consulté le 5 novembre 2024].

Stratan, M. 2018. « Găgăuzia pro-rusă, finanțată de UE ». *Ziarul de Gardă*, 26 martie. [En ligne]: <https://www.zdg.md/reporter-special/reportaje/gagauzia-pro-rusa-finantata-de-ue/> [consulté le 3 novembre 2024].

Știri.md. 2024. « Maia Sandu: Ar fi trebuit să avem o comunicare mai bună cu Găgăuzia ». [En ligne]: <https://stiri.md/article/social/maia-sandu-ar-fi-trebuit-sa-avem-o-comunicare-mai-buna-cu-gagauzia/> [consulté le 13 novembre 2024].

UNDP. n.d. « EU4Moldova: regiuni- cheie ». [En ligne]: <https://www.undp.org/ro/moldova/projects/eu4moldova-regiuni-cheie> [consulté le 3 novembre 2024].

Urușciuc, E. 2023. « „În esență...” | De ce PAS nu are un candidat la funcția de bașcan și de ce dreapta nu are șanse în Găgăuzia ». *Europa Liberă Moldova*, 22 aprilie. [En ligne]: <https://moldova.europalibera.org/a/in-esenta-de-ce-pas-nu-are-un-candidat-la-functia-de-bascan-si-de-ce-dreapta-nu-are-sanse-in-gagauzia/32374870.html> [consulté le 12 novembre 2024].

World Bank. 2023. «Moldova Country Economic Memorandum. Achieving the European Union's Standard of Living Within a Generation ». [En ligne]: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099112024082570311/pdf/P17986619eaed90ce197001c4b409c2e612.pdf> [consulté le 3 novembre 2024].

Ziarul de Gardă. 2023. « Maia Sandu explică de ce încă nu a semnat decretul de confirmare a Evgheniei Guțul în calitate de membră a Guvernului ». [En ligne]: <https://www.zdg.md/stiri/maia-sandu-explica-de-ce-inca-nu-a-semnat-decretul-de-confirmare-a-evgheniei-gutul-in-calitate-de-membra-a-guvernului/> [consulté le 13 novembre 2024].

Ziarul de Gardă. 2024a. « Analiză: Cum s-au modificat preferințele electorale ale cetățenilor R. Moldova în ultimii patru ani, pe regiuni ». [En ligne]: <https://www.zdg.md/stiri/politic/infografic-analiza-cum-s-au-modificat-preferintele-electorale-ale-cetatenilor-r-moldova-in-ultimii-patru-ani-pe-regiuni/> [consulté le 5 novembre 2024].

Ziarul de Gardă. 2024b. « Un grup de scriitori moldoveni care se îndreptau la Tighina, percheziționați și agresați de structurile separatiste transnistrene ». [En ligne]: <https://www.zdg.md/stiri/un-grup-de-scriitori-moldoveni-care-se-indreptau-la-tighina-perchezitionati-si-agresati-de-structurile-separatiste-transnistrene/> [consulté le 5 novembre 2024].

Ziarul Național. 2024. «UTA Găgăuzia exportă doar 2% din producția proprie în Rusia: Aproape jumătate din exporturi ajung în Uniunea Europeană». [En ligne]: <https://www.ziarulnational.md/oficial-uta-gagauzia-exporta-doar-2-din-productia-proprie-in-rusia-aproape-jumatate-din-exporturi-ajung-in-uniunea-europeana/> [consulté le 11 novembre 2024].

Zona de Securitate. 2024. « Sondaj: Reintegrarea celor două maluri ale Nistrului ar putea fi susținută de fiecare al doilea locuitor al malului stâng, iar UE depășește Rusia ca

preferință pentru trai». [En ligne]: <https://zonadesecuritate.md/sondaj-reintegrarea-celor-doua-maluri-ale-nistrului-ar-putea-fi-sustinuta-de-fiecare-al-doilea-locuitor-al-malului-stang-iar-ue-depaseste-rusia-ca-preferinta-pentru-trai/> [consulté le 7 novembre 2024].



© *Synergies Roumanie*, n° 19, Année 2024.

Revue du GERFLINT

<https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb427223778>

Bibliothèque nationale de France.

- Décembre 2024 -

Éléments sous droits d'auteur. Politique éditoriale consultable sur le site :

<https://gerflint.fr/>

<https://gerflint.fr/synergies-roumanie>

